



lundi 4 décembre 2017

Les responsabilités du gouvernement français

Visiblement agacé par certaines questions d'étudiants burkinabés lors de sa tournée africaine, Macron a lancé : « Ce ne sont pas des Français qui sont en train de faire les passeurs en Libye. Ce sont des Africains. » Certes, il ne manque pas sur place de profiteurs de la situation : des passeurs profitent de la détresse des migrants pour leur extorquer de l'argent ou pour faire commerce d'êtres humains – les images de réfugiés vendus aux enchères comme esclaves pour quelques centaines d'euros, diffusées sur CNN le 14 novembre, ont fait le tour du monde. Ces êtres sont immondes. Mais que dire alors de ceux qui tirent les ficelles ?

Car ces trafics d'esclaves se passent dans des camps tenus par des miliciens que les États européens, France en tête, financent pour empêcher les migrants de rejoindre l'Europe. Et cela continue, qu'on sache ! « Crime contre l'humanité » a dit Macron. Bien sûr. Mais les criminels ne sont-ils pas aussi les commanditaires ?

Les porte-flingue ... et leurs parrains

Face à l'afflux de migrants depuis 2010, les pays européens se sont hérissés de centaines de kilomètres de barbelés. La France n'est pas en reste. Mais cela ne tarit pas le flot de ceux qui fuient la misère, la guerre, le plus souvent les deux. Ceux qui nous gouvernent n'envisagent pas un instant de mettre à disposition des migrants une toute petite partie des immenses richesses que recèlent nos pays : la France s'était contentée de promettre d'accueillir avant fin 2017 30 000 réfugiés (sur plusieurs millions) et n'en a accueilli que le dixième.

Faut-il rappeler que les flics de Calais avaient l'ordre d'empêcher qu'on donne de l'eau aux bébés ? Et que les habitants de la Vallée de la Roya près de Menton, qui ont aidé des mineurs isolés étrangers, sont traînés devant la justice ? Mais pourquoi les gouvernants européens seraient-ils pris de compassion pour les migrants alors qu'ils consacrent leur temps, chacun dans leur pays, à pondre des lois pour jeter des familles entières dans le besoin ?

Ce que veulent les dirigeants européens, c'est dissuader les candidats à l'émigration. Pour cela, il faut que le parcours d'un migrant devienne un enfer pire que celui qu'il a quitté, pire que les enlèvements et les meurtres de Boko Haram au

Nigeria, pire que les bombes et les gaz d'Assad en Syrie. Et, surtout, il faut que ça se sache. Pour que les autres renoncent à quitter leur misère pour ne pas plonger dans une horreur plus grande encore, aux mains de mafias qui, en Libye ou ailleurs, détournent, rançonnent, violent, torturent, vendent, tuent.

L'enfer libyen : une situation prévisible

Depuis que, sous Sarkozy, les avions français ont bombardé la Libye et chassé Kadhafi, le pays est aux mains de milices qui terrorisent et rançonnent la population. Demander à la Libye qu'elle retienne les migrants revenait à confier de facto à ces milices la gestion des camps de rétention, des camps immondes régulièrement dénoncés dans la presse et héritiers des camps tout aussi immondes qui existaient déjà sous Kadhafi.

Les garde-côtes libyens, dont la brutalité n'a rien à envier à celle des miliciens, sont officiellement financés par l'Union européenne. Les militaires européens de l'opération Sophia leur signalent les embarcations de migrants. Ceux qui sont ainsi arraisonnés sont livrés aux mafias qui gèrent les camps. Les dirigeants européens ne peuvent pas ignorer comment s'y prennent les brutes sanguinaires qu'ils ont embauchées.

Il ne s'agit donc pas de simple complicité pour avoir fermé les yeux sur les basses œuvres de leurs sbires. Les gouvernants des pays riches d'Europe savaient comment ceux-ci allaient opérer et c'est la raison pour laquelle ils les ont choisis. Ils les ont lâchés sur les migrants africains comme on lâche les chiens. Des chiens à l'image du cynisme et de l'inhumanité de leurs maîtres.

Allô papa tango Charlie

Mercredi 29 au matin, nous étions 45 rassemblés en équipe B pour interpellier la direction à l'occasion du CE et exiger des réponses sur l'avenir de l'usine. Depuis que la direction a lâché sa petite phrase, c'est silence radio, le pilote ne répond plus. Lors du CE, le directeur s'est montré on ne peut plus évasif.

Sans aucun doute, il faudra continuer à exiger la vérité.

Par ici la sortie ?

En route vers le CE, nous avons croisé les quatre anciens de Saint-Ouen, venus à la demande de la direction pour témoigner qu'il y a un avenir hors de PSA... Ils n'avaient pas l'air de rencontrer un franc succès. Revenir à l'usine pour nous dire d'en partir à notre tour, c'est pour le moins tordu.

Le langage de l'inconscient

À midi, nous avons pu lire la prose des syndicats du « bloc réformiste », ainsi qu'ils se nomment eux même. Dans une lettre ouverte à la direction, ils écrivent que la petite phrase sur la décroissance pilotée aurait pu éclaircir la situation, mais que « malheureusement elle n'a fait que provoquer une prise de conscience des salariés quant à leur avenir ».

Qui peut se désoler de la prise de conscience des salariés, hormis le patron ?

Notre force

La pétition continue à tourner et réunit actuellement plus de 150 signatures. Il faut continuer la mobilisation pour exiger des réponses, et poser nos revendications. Saint-Ouen est une petite usine stratégique qui alimente les usines terminales : de quoi nous faire entendre de PSA, si nous continuons les actions.

Le bien-être des salariés sur M6

Surprise dans l'émission de M6 Capital dimanche soir : l'état de la cantine de Saint-Ouen filmé en direct, au moment où les inspecteurs, atterrés, découvrent la crasse, les crottes de souris même dans les assiettes, et procèdent à la fermeture immédiate pour cause de danger pour la santé des salariés !

Une publicité dont PSA se serait bien passé, surtout que l'émission dénonce clairement ses responsabilités dans la présence des rougeurs, la dératization incombant à PSA. Passer des contrats au rabais pour économiser de l'argent sur notre restauration : on en voit le résultat, des images vraiment pas ragoutantes.

Après l'heure c'est plus l'heure

Conséquence de l'état de la cantine : le repas de Noël est décalé... début janvier. On veut bien y goûter mais après avoir vu la direction en faire autant.

Chez Casto, il n'y a plus que ce qu'il faut !

Les salariés des magasins de bricolage Castorama et Brico Dépôt protestent contre la suppression de 750 postes. Les enseignes appartiennent à une multinationale, numéro trois mondial et numéro un européen des magasins de bricolage. Sur la paille ? Son bénéfice d'exploitation au troisième trimestre 2017 est de 284 millions d'euros. En 2016, entre les exonérations de cotisations sociales et le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), Castorama a empoché 40 millions d'euros et Brico Dépôt 30 millions d'aides de l'État.

Chez Casto, il y a tout l'argent qu'il faut... pour empêcher les licenciements !

Le bosquet de barbouzes... qui cache la forêt

Trois cadres de Lafarge viennent d'être mis en examen pour avoir organisé la poursuite de l'exploitation de la cimenterie de Jalabiya en Syrie en partenariat avec Daech.

Tant mieux. Mais il faut aller plus loin. Un paquet d'autres crapules magouillent carrément des ventes d'armes avec les pires truands de la région, le roi d'Arabie saoudite ou l'émir du Qatar. Le chef de leur gang serait un certain Le Drian, domicilié au Quai d'Orsay. Qu'attend la police pour aller le cueillir ?

L'hôpital n'est pas à la fête

L'an dernier, l'épidémie de grippe de la période des fêtes avait mis les hôpitaux à genoux, révélant le manque cruel de lits et de personnel, en particulier aux urgences. Cette année, la ministre de la Santé a pris les devants. En embauchant du personnel, en ouvrant des lits ? Pas du tout. Elle a réuni les « acteurs de la santé » pour discuter comment éviter que les malades aillent aux urgences.

Les mots de la ministre ne masqueront pas les maux de l'hôpital.

Versez au drapeau rouge

Symbole des luttes menées par le mouvement ouvrier, un drapeau rouge vous attend aujourd'hui devant chaque porte de l'usine. Si vous appréciez nos parutions, aidez-nous à dénoncer l'exploitation et tous les coups bas des patrons, ainsi que la barbarie du système capitaliste. Versez votre contribution, ce bulletin est aussi le vôtre.